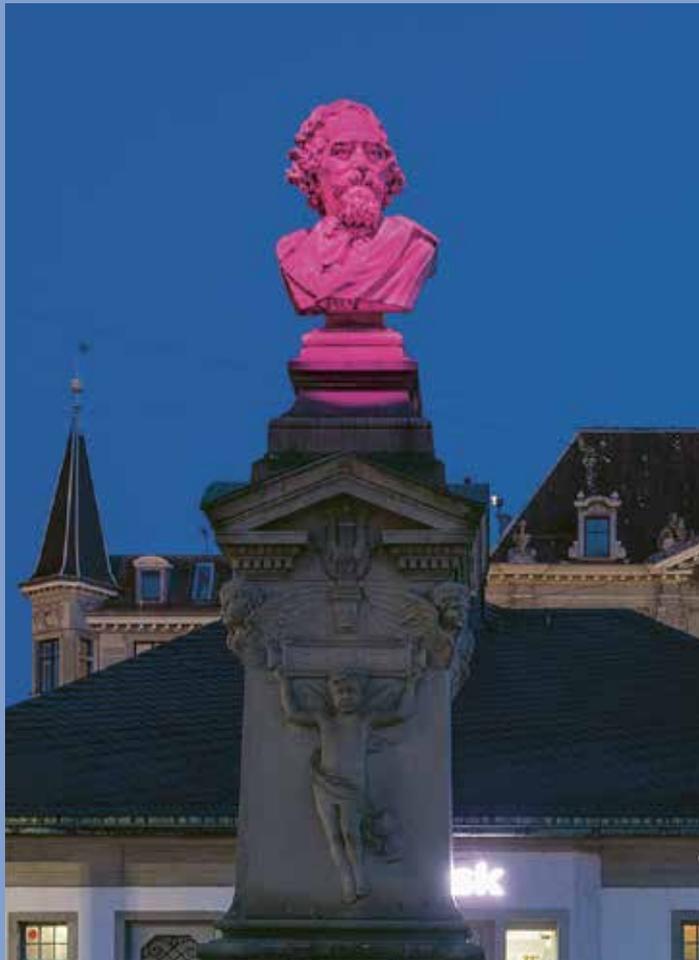


Dialogue

Étude	28
Statements	32
Interview	34



Pipilotti Rist, *Tastende Lichter*, 2020, projection vidéo monocanal sur le monument du compositeur suisse Ignaz Heim, qui a donné son nom à la place devant le Kunsthaus Zürich, couleur, sans son, photographie : service de l'urbanisme de Zurich (Juliet Haller), © Pipilotti Rist, Courtesy the artist, Hauser & Wirth and Luhring Augustine / 2023, ProLitteris, Zurich



Les monuments font débat

Lancée dans le dernier rapport annuel, la rubrique « Dialogue » vise à stimuler les discussions autour d'un sujet de société pertinent selon le principe de la pluralité des voix. Ce choix repose sur la conviction que les discussions soulevées par les divergences de vues forment les piliers indispensables d'un travail scientifique innovant. « Dialogue » s'engage ainsi pour une approche ouverte et pluraliste de la science.

Cette édition est placée sous le thème « Les monuments font débat ». Face à la sensibilisation croissante au racisme et au colonialisme, les critiques se multiplient au sujet des personnalités et des événements historiques ainsi que de toutes leurs incarnations dans la culture commémorative. Cela suscite des appels au changement, voire à l'élimination de certaines statues et autres symboles, alors que la demande pour de nouveaux exemplaires ne cesse d'augmenter. La contribution d'Anne Schillig et de Sebastián Lingehöle propose des méthodes pour transformer la gestion des monuments de manière participative. L'interview de l'historien Georg Kreis offre une évaluation générale, tandis que plusieurs spécialistes expriment leur avis dans de brèves prises de position.

Étude

Contribuer à la culture de la mémoire publique – oui, mais comment?

L'historienne Anne Schillig et le didacticien d'histoire Sebastián Lingenhölle ont co-rédigé une étude sur la culture mémorielle participative dans laquelle ils ont formulé dix recommandations pour l'implication de la société civile dans l'espace public.

Le mot « participation » est sur toutes les lèvres. En même temps, les revendications de permettre à la société civile de contribuer aux notions de la mémoire et à leurs manifestations matérielles dans l'espace public gagnent en importance un peu partout. Qui marque quelle l'histoire? Qui en détermine la commémoration? Si ces questions sont longtemps restées sans ambiguïté apparente, la diversification croissante des démographies et des cultures occidentales rend sa réponse plus complexe que jamais. Cela offre une chance pour rompre avec les discours mémoriels normatifs et créer de la place pour les groupes jusqu'ici marginalisés : ceux-ci pourront ainsi exprimer leurs propres interprétations et représentations du passé. Récemment, une étude réalisée pour l'Académie suisse des sciences humaines et sociales a mis en lumière la participation de la société civile à la culture de la mémoire. Nous expliquons ici notre démarche méthodologique et en résumons les principaux résultats.

Monuments en mouvement

Ce que l'historien suisse Georg Kreis désigne comme « actions autour du monument » représente un phénomène déjà ancien, mais devenu de plus en plus fréquent. Ce terme décrit diverses pratiques d'utilisation et de reconversion de monuments historiques publics, menées par des acteur·trice·s de la société civile. Les objets sont démontés et déplacés, réinventés et réinstallés, transformés ou même détruits. Ce mécanisme se déclenche souvent à la suite de jubilés, de changements de régime politique ou de mouvements de protestations comme celui de « Black Lives Matter », né en 2020. Les zones urbaines avec leurs nombreuses constructions et autres sites commémoratifs deviennent le théâtre de telles interventions. Leur principal but est de remettre en question les codifications normatives des mémoires hégémoniques et d'en concevoir de nouvelles formes de représentation dans l'espace public. En Suisse, la « participation culturelle » est intégrée au Message culture 2021-2024 et forme l'un des trois axes d'action

stratégiques de la politique culturelle de la Confédération. L'attention, ces dernières années, s'est tournée vers les interventions suivantes : en 2019, l'installation provisoire par la ville de Zurich de douze statues de Zwingli visait à ouvrir la discussion sur le réformateur et son héritage ; de nombreuses villes de Suisse ont vu la reconversion de sites et de monuments officiels dans le cadre de la deuxième grève des femmes organisée cette année-là ; des associations et collectifs réclament le retrait des noms de bâtiments et de rues aux connotations racistes. L'étude s'est penchée sur ces questions : quelles personnes et quels groupes exigent une implication active dans la conception de la mémoire publique ? Quelles interventions et quels programmes en découlent ? Comment ces revendications peuvent-elles se transformer en une véritable collaboration culturelle ? Pour ce faire, nous avons analysé des exemples nationaux et internationaux qui illustrent les pratiques de la culture de la mémoire participative. Dans un deuxième temps, nous nous sommes entretenus avec les responsables d'actions et de projets divers. Nous leur avons demandé, entre autres, ce que ces personnes attendaient d'une notion collective de la mémoire et quels obstacles politiques et officiels ces groupes devaient surmonter, à savoir quelles conditions posées par les cadres politiques et juridiques entravaient leurs projets.

Plus qu'il n'y paraît : exemples d'actions efficaces autour de monuments

Quatorze programmes nationaux et internationaux ont fait l'objet de recherches bibliographiques et en ligne. Tous les projets abordés ici ont été lancés par des acteur-trice-s de la société civile qui s'engagent en faveur de la participation culturelle de personnes et de groupes marginalisés en raison de leur ethnicité, de leur origine sociale ou de leur genre. Sept études de cas viennent de Suisse, trois d'Allemagne et deux des États-Unis. Deux autres ont une approche transnationale. À une exception près, il s'agit d'interventions récentes ou contemporaines ; certaines en sont à leur phase initiale, d'autres à celle de l'élaboration, d'autres encore sont achevées. Ces groupes emploient des pratiques discursives et performatives pour remanier les formes de représentation normatives et les interprétations traditionnelles de la culture de la mémoire officielle.



Les revendications de permettre à la société civile de contribuer aux notions de la mémoire et à leurs manifestations matérielles dans l'espace public gagnent en importance un peu partout.



Les initiateur-trice-s de plusieurs projets s'interrogent sur le type de personnalités qu'il s'agit de commémorer à l'avenir. Ces dernier-ère-s en appellent à la responsabilité sociale et encouragent à former des jugements de valeur. D'autres initiatives servent de rappel à l'ordre et soulèvent des débats. Elles ne refoulent pas le souvenir proprement dit, mais lèvent le voile sur le passé et sur les conséquences d'événements marquants. Elles dénoncent la discrimination et se souviennent des victimes de violences. Certains groupes d'action, en revanche, remettent en question les points de vue hégémoniques de l'histoire et leurs commémorations en transformant l'espace urbain. Afin d'identifier les attentes des parties prenantes de la société civile, nous avons interviewé les responsables de sept projets. Chacun-e nous a donné des renseignements sur les programmes prévus, sur leurs activités en cours ou sur les expériences vécues dans des projets antérieurs.

Dix recommandations pour la pratique

Les exemples que nous avons examinés montrent que la participation dans le domaine de la culture mémorielle fait l'objet de conceptions et d'approches complexes et variées. Selon les conditions locales et les différents concepts de collaboration, l'éventail des modalités participatives de la société civile va de la participation à des débats jusqu'à la prise d'influence directe. Il est possible d'en déduire des bonnes pratiques pour les parties prenantes de la politique et de l'administration. Ces modèles proposent des manières de penser et d'agir favorables au lancement de projets collaboratifs. Ils s'adressent en premier lieu aux personnes de la société civile qui veulent rompre avec le récit officiel dans le domaine de la culture mémorielle et par conséquent changer « par le bas » ses formes de représentation dans l'espace public. Les dix principaux points se résument ainsi :



Ces groupes emploient des pratiques discursives et performatives pour remanier les formes de représentation normatives et les interprétations traditionnelles de la culture de la mémoire officielle.



- 1 **Créer des communautés**
Renforcer l'auto-efficacité au sein des associations, des alliances et des fondations afin d'en augmenter la portée publique.
- 2 **Nouer des coopérations et créer des réseaux**
Le fait d'avoir de multiples relations avec des représentant·e-s de la politique, de l'administration, de la culture et de la recherche ainsi que les coopérations avec des acteur·trice-s des pouvoirs publics et des citoyen·ne-s ouvre la voie à une mobilisation large de la société civile.
- 3 **Utiliser les technologies numériques**
Se servir des technologies numériques pour collecter des idées, dialoguer, communiquer ou générer des résultats.
- 4 **Penser globalement, agir localement**
S'appuyer sur des événements historiques de portée suprarégionale afin d'attirer l'attention sur des projets et des actions au niveau local.
- 5 **Organiser des concours, des votes et des forums citoyens**
Lancer des appels d'offres publics et organiser des concours d'idées. Veiller à les rendre accessibles à la société civile grâce à la création de conseils et de forums citoyens, etc.
- 6 **Permettre une participation intégrale**
Impliquer les membres de la société civile dans l'intégralité des phases de conception et de réalisation du projet afin d'atteindre un haut niveau de participation culturelle.
- 7 **Penser au-delà de l'objet individuel**
Aller au-delà de la création ou de la transformation d'objets spécifiques et réfléchir aux objectifs de communication à long terme.

8 Mener des actions temporaires autour des monuments

Transformer temporairement les monuments pour mettre en relief les récits problématiques et leurs formes de représentation matérielle.

9 Obtenir des procédures à «voies rapides»

Lancer des initiatives qui s'inscrivent dans l'air du temps, s'intègrent dans l'agenda politique et accélèrent ainsi la procédure pour obtenir le soutien des autorités.

10 Connaître et utiliser le cadre politique et juridique

Depuis 2009, les institutions culturelles en Suisse ont l'obligation légale de créer des conditions qui favorisent la participation. Il est vivement conseillé de profiter de cette marge de manœuvre !

Culture de la mémoire 2.0

La participation peut servir de passerelle entre la sphère privée et l'espace public pour transmettre des thèmes de la culture commémorative, notamment pour donner une voix aux personnes exclues. Dans ce contexte, l'importance des médias numériques ne cesse de croître, et pas seulement à titre individuel. Les institutions spécialisées dans l'enseignement de l'histoire encouragent elles aussi à utiliser les réseaux sociaux pour créer de la mémoire au sein des communautés. Cela permet de reprendre des sujets pertinents et de poursuivre les discussions politiques. Loin d'être exhaustive, cette liste marque néanmoins le début d'une culture commémorative plus diversifiée.



À propos de l'étude :
bit.ly/40kYNFD



À propos de l'auteur

Anne Schillig est titulaire d'un doctorat en histoire et collaboratrice scientifique à l'Institut de didactique de l'histoire et des cultures mémorielles à la Haute école pédagogique de Lucerne. Ses axes de recherche portent notamment sur les pratiques de transmission publique de l'histoire et sur les cultures mémorielles et commémoratives dans une perspective internationale comparée.



À propos de l'auteur

Sebastián Lingenhölle est enseignant dans le degré secondaire II et collaborateur à l'Institut de didactique de l'histoire et des cultures mémorielles de la Haute école pédagogique de Lucerne. Il suit le cursus de didactique de l'histoire et transmission publique de l'histoire à la Haute école pédagogique de Lucerne et à l'Université de Fribourg.

Statements



Mohamed Mahmoud
Mohamedou et
Davide Rodogno
Professeurs d'histoire et politique
internationales, Geneva Graduate
Institute

« Notre étude avait pour objet de faire un point sommaire sur l'espace public genevois, et les statues et autres monuments qui pourraient être problématiques pour les habitant·e·s et visiteur·euse·s de la ville. Nous examinons l'inaction ainsi que le déboulonnement, en passant par des solutions intermédiaires comme la contextualisation, le doublement ou encore la re-qualification d'un espace public donné. Nous n'avons pas pris position, ce n'est pas à nous de le faire. En revanche, nous insistons particulièrement sur l'importance de la participation citoyenne, les processus participatifs, créatifs et, surtout, inclusifs. En tant qu'enseignants et éducateurs, nous voudrions souligner l'importance de l'éducation, de l'histoire du racisme, du colonialisme et de l'impérialisme avec ses répercussions et spécificités suisses. »

« Les questions du racisme dans l'espace public sont entrées dans notre ligne de mire. Elles ont ébranlé la valeur de monuments autrefois considérés au-dessus de tout soupçon. En même temps, le désir de préserver le souvenir de certaines personnalités persiste, comme le démontre le nombre de nouvelles requêtes envoyées à la Ville de Zurich. Alors que les appels à déboulonner divers personnages de leur socle se poursuivent – de même que les critiques de leur représentation dominante – le besoin de mettre en relief certains mérites par des objets en pierre ou en bronze ne cesse de croître, ce qui maintient le fantasme d'une histoire marquée par de grandes figures. Ce paradoxe devrait nous inciter à remettre en cause le rôle des monuments dans l'espace public et à réfléchir aux futures formes de commémoration. En effet, comme l'illustre le discours actuel, les œuvres commémoratives reflètent toujours une image sélective, et par conséquent déformée, de la réalité. »



Sara Izzo
Responsable de la commission
urbaine KiöR (Kunst im
öffentlichen Raum – l'art dans
l'espace public), Ville de Zurich,
service du génie civil

« Le souci du politiquement correct lié aux monuments incite à éliminer les noms problématiques de lieux, de places et de bâtiments publics, ce qui appauvrit le débat. Il s'agit d'une déresponsabilisation de la société : d'une part, nous refusons de reconnaître qu'elle est capable d'un raisonnement indépendant, d'autre part, nous lui imposons une façon de penser. Grâce à un panneau d'information qui explique, examine et repositionne de manière critique un personnage ou un événement dans l'histoire, les citoyen·ne·s peuvent interpréter et juger, en pleine connaissance, les monuments problématiques. Cela permet de conférer à un monument les caractéristiques d'un mémorial. »



Evelyne Noth
Avocate, Présidente du
Stadtzürcher Heimatschutz SZH
(protection des biens culturels de
la Ville de Zurich)



Jörg Scheller
Professeur d'histoire de l'art, Zürcher
Hochschule der Künste

« Aujourd'hui, l'histoire de l'art place son analyse des artefacts dans différents contextes : social, politique, économique et écologique. De plus, elle suit la devise « pas d'esthétique de production sans esthétique de réception. » La recherche technique repose depuis de nombreuses années sur l'hypothèse que les technologies se définissent par leur utilisation sociale. En philosophie contemporaine, l'étude des constellations a le vent en poupe. Nous constatons ainsi que les débats actuels sur les monuments sont empreints d'un essentialisme des rapports de référence. Les objets sont interprétés comme des signes isolés : X représente Y. Mais dans quelles constellations se situent aujourd'hui les témoins incriminé·e·s du passé ? Quel est leur sens s'ils sont décryptés en tant qu'éléments d'ensembles urbains où des œuvres d'art officielles côtoient des McDonalds ? Comment ces emblèmes sont-ils décodés ? Par qui ? Sont-ils même perçus par le public ? Nos futures recherches doivent se pencher sur ce type de questions. »

Interview

Les monuments sous le feu de la critique

De quoi devons et voulons-nous nous souvenir? Et comment?
L'historien Georg Kreis en conversation avec Roger Fayet
sur la compréhension des monuments, leur perception
par la société et leur potentiel de conflit.

Pour commencer, une question fondamentale : en quoi consiste un monument, en principe?

Une question élémentaire, en effet, mais qui n'offre pas de réponse précise. Un monument peut renfermer de multiples aspects, et de multiples aspects peuvent caractériser un monument. D'un point de vue binaire, il existe une différence entre sa signification au sens large et sa définition au sens strict. Le premier groupe se réfère aux artefacts culturels du passé : d'abord créés dans un but autre que celui de la commémoration, ils se transforment en symboles commémoratifs au fil du temps, tel que le Grossmünster de Zurich. Cette définition correspond largement à la notion du « patrimoine artistique », qui s'utilise surtout pour désigner les bâtiments d'un haut niveau esthétique. Au sens strict du terme, il s'agit d'œuvres visant avant tout à évoquer certains personnages ou événements, à l'exemple de la statue de Waldmann, en face du Grossmünster. Ces symboles ont une signification particulièrement compliquée en ce qui concerne leur valeur actuelle et leur appréciation au moment de leur création. Les passions s'estompent avec le temps, et les

monuments finissent même par devenir invisibles : un paradoxe que nous rappelle Musil dans sa citation si souvent mentionnée. L'ombre silencieuse de leur passé s'étend jusqu'au présent, et ils maintiennent leur place au sein de l'héritage culturel.

Il y a plus de trente ans, vous avez rédigé un livre sur le personnage emblématique de Helvetia. En 2021, vous vous êtes consacré à une étude sur les œuvres publiques de la ville de Zurich pour la commission urbaine KiöR (Kunst im öffentlichen Raum – l'art dans l'espace public). Notre relation avec les monuments s'est-elle modifiée au cours des dernières décennies ?

Il est possible qu'un double changement ait eu lieu : certains monuments ont augmenté leur visibilité et, de ce fait, d'autres objets semblables ont également attiré plus d'attention. Quelques-uns sont devenus la cible de violentes critiques et ont suscité une envie latente de les éliminer. Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau : le patriarche Escher, devant la gare centrale de Zurich, s'était vu habiller en femme en 1986 (tablier, foulard),

par exemple. De telles actions et réinterprétations font surface, puis retombent dans l'oubli, et le monument reste en place.

Celui-ci constitue en règle générale un artefact localisé dans l'histoire qui représente forcément son époque. En même temps, il doit symboliser des valeurs qui gardent leur validité au-delà de sa date de création. On pourrait affirmer que le rôle du monument consiste, par définition, à incarner les vertus d'un autre âge. N'est-il donc pas logique que cet anachronisme « inhérent au système » génère des conflits ?

Les initiateurs d'œuvres publiques ne s'attendent pas à ce que celles-ci soient dépassées un jour. Au contraire, ils partent du principe de leur valeur éternelle. Or, nous ne devrions pas nous attacher aux messages assignés à un monument, mais tenir compte des changements de la société qui l'entoure et qui n'est jamais homogène. Il est normal qu'il existe des attitudes divergentes vis-à-vis de certains édifices, même d'un point de vue général. L'impact de ces différentes perspectives au sein de la population se transforme également au fil des ans. Si les monuments méritent d'être perçus en tant que tels, ils remplissent un rôle supplémentaire, non moins intéressant, qui sert à catalyser et à projeter les états d'esprit de la société, eux aussi très importants.

Pourquoi la continuité des monuments était-elle moins controversée, autrefois ?

À certaines époques, la plupart des discussions présentaient un caractère affirmatif. Aujourd'hui, nous considérons le débat comme une remise en question. Cela s'explique par deux changements : d'une part, nous avons le plaisir de constater que la notion d'égalité se répand et se consolide, et cela crée un conflit avec la revendication autoritaire immanente à chaque symbole public. D'autre part, les innombrables médias disponibles multiplient à l'infini les possibilités d'articuler et d'exprimer le mécontentement.

Un autre antagonisme essentiel oscille, par définition, entre le souci de vouloir « protéger le patrimoine » – au véritable sens du terme, soit de préserver les biens historiques – et le



Or, nous ne devrions pas nous attacher aux messages assignés à un monument, mais tenir compte des changements de la société qui l'entoure et qui n'est jamais homogène.



souhait de placer dans l'espace public des accents et des messages qui soient dans l'esprit du temps. Comment concilier ces objectifs opposés ?

Il existe une contradiction intrinsèque à la société : alors que les monuments sont de plus en plus critiqués, la demande de nouveaux symboles ne cesse d'augmenter. Toujours est-il qu'aujourd'hui, nous privilégions plutôt ceux qui ne glorifient pas le passé et qui nous mettent en garde contre les erreurs du futur. Cet antagonisme exige une réponse différenciée et adaptée à chaque cas individuel. Il serait possible, par exemple, de donner des autorisations pour une durée limitée (tel un contrat de mariage prédéterminé avec option de renouvellement). Or, dans le cas d'un objet public, qui déciderait de son avenir ? Le parlement serait préférable au « peuple ». Et si son futur est incertain, il incombera aux musées d'intervenir, ou prévoir un parc de monuments.

La plupart des statues sont dédiées à une personnalité – Pestalozzi, Escher, Dunant... Leur installation servait à mettre en relief certains exploits. Toutefois, avec le recul, nous

discernons mieux les aspects problématiques de ces personnages. Qu'est-ce que cela signifie pour la gestion actuelle des monuments ? Comment faire face à ces ambivalences typiques des décideurs d'hier et d'aujourd'hui (qui ne se limitent d'ailleurs pas à eux) ?

Bien que la glorification des valeurs tende vers l'absolu – l'amour du prochain, l'esprit travailleur, la compassion, selon les exemples mentionnés ici – nous constatons, si nous les analysons en détail et sans préjugés, que même les personnages idéalisés ont leurs « faiblesses ».

Nous pourrions par exemple encourager une attitude qui réserve un certain respect aux exploits accomplis par les générations antérieures. Des notions comme « affection » ou « bienveillance » seraient appropriées. Ce comportement est-il utile ou risque-t-il de nuire aux rapports naturels avec le patrimoine mémoriel ?

Indépendamment des monuments, mais aussi grâce à eux, nous en arrivons à la question de savoir comment passer en revue l'histoire et comment interpréter nos observations. Nous devons comprendre qu'un regard sur le passé est en même temps un regard sur nous-mêmes. Ce regard peut se montrer critique, mais doit toujours être empreint d'humilité.

Cette interview a été menée par e-mail.



Il existe une contradiction intrinsèque à la société : alors que les monuments sont de plus en plus critiqués, la demande de nouveaux symboles ne cesse d'augmenter.



À propos de la personne :

Georg Kreis est Professeur honoraire d'histoire contemporaine et d'histoire suisse à l'Université de Bâle. Il a par ailleurs dirigé l'Institut européen de l'Université de Bâle, présidé la Commission fédérale contre le racisme et été membre de la commission Bergier. 2021 a vu la parution de son étude mandatée par la Ville de Zurich, avec 38 objets vérifiés. La stratégie de la Ville pour la protection du patrimoine repose sur cet ouvrage. Outre ses nombreuses publications, il a rédigé l'œuvre de référence sur la culture suisse des monuments : *Zeitzeichen für die Ewigkeit – 300 Jahre schweizerische Denkmaltopografie* (2008).